

# Les origines de la guerre du Golfe

## 2 août 1990 – 28 février 1991

Philippe Michel (Bx 65)

### Chapitre I : Les origines

#### Préambule

L'Irak est un pays de 440 000 km<sup>2</sup> et de 30 millions d'habitants environ en 1980. Presque totalement enclavé, le pays est traversé par deux fleuves, le Tigre et l'Euphrate qui prennent leur source très en amont en Turquie orientale. Tous deux se jettent ensuite dans le Golfe Arabo-Persique au niveau du Chatt El Arab. Le pays possède les deuxièmes réserves pétrolières mondiales présentes dans le Sud, près du Golfe et dans l'Est du pays. Dans les deux cas l'acheminement du pétrole produit nécessite un port en eau profonde et les Irakiens estiment que le Chatt El Arab (40 km en partie marécageux) qui leur est attribué est insuffisant à leurs besoins à l'export de leur brut. Le pétrole a une part significative dans l'origine des deux conflits successifs de 1980 puis de 1990.

La Guerre du Golfe fait suite à la Guerre Iran – Irak (1980-1988) qui a opposé l'Irak à l'Iran, dix ans plus tôt, essentiellement pour des raisons anciennes liées à un conflit frontalier. L'arrivée au pouvoir la même année (1979) de Saddam Hussein en Irak et de l'Iman Khomeyni en Iran fait craindre au premier que le nouvel homme fort iranien de confession chiite n'attise les volontés révolu-

tionnaires des Irakiens chiites majoritaires dans le pays (60 %) (Fig. 1).

Malgré l'effet de surprise initial, les gains territoriaux sont peu importants et la guerre se transforme rapidement en « guerre de tranchées » avec des attaques à la baïonnette et même l'utilisation d'armes chimiques contre les populations civiles, entraînant la mort de plus de 500 000 soldats et autant de civils. Progressivement le soutien des puissances extérieures s'amenuise, la guerre s'enlise sans résultat et les deux pays acceptent un cessez-le-feu négocié sous l'égide de l'ONU, puis de revenir *in statu quo ante bellum* des accords d'Alger de 1975 et aux frontières alors définies.

L'Irak n'a jamais reconnu l'indépendance du Koweït obtenue en 1961 et estime que cet « État » fait partie intégrante de son territoire, puisqu'à l'époque ottomane le Koweït appartenait au Vilayet (province) de Basra. En outre, Saddam Hussein accuse les Koweïtis de pomper dans la nappe de Roumallah irakienne sous la frontière et réclame de fortes compensations financières pour ce pétrole volé. Il déclare également ne pas vouloir attaquer ; puis rejette la proposition du Koweït de réunir une commission mixte *ad hoc* pour régler le conflit. Saddam masse des troupes sur la frontière commune et le 2 août 1990 à

2 heures locales, les forces irakiennes pénètrent au Koweït.

La Guerre du Golfe oppose ensuite pendant sept mois l'Irak à une coalition de 35 pays.

Ramener l'origine de la Guerre du Golfe au conflit précédent est trop réducteur et il faut remonter l'histoire de la zone pour réaliser qu'elle est la conséquence de la longue histoire millénaire de ces deux puissances.

#### I. Les origines de L'Irak (1)

La civilisation sumérienne apparaît avec les premières « cités-états » vers 3100 av. J.-C. sur les rives des vallées du Tigre et de l'Euphrate, les « fleuves nourriciers » de la Mésopotamie. Cette riche civilisation établit alors la première écriture (cunéiforme), dont l'influence perdure jusqu'à l'ère chrétienne, ainsi que les premières lois d'un État centralisé, un système mathématique et astronomique remarquables, sans oublier l'invention de la roue pour le transport.

Vers 600 av. J.-C., Nabuchodonosor édifie Babylone, qui devient ensuite la capitale économique de la Perse, sous Cyrus (– 530), regroupant alors plus de 100 000 habitants, de nombreux médecins et disposant d'une remarquable bibliothèque.

Plus tard, la région est conquise par les Hittites, originaires d'Europe, puis par les Assyriens, originaires du nord de la Mésopotamie, et par les Mèdes venus d'Iran.

Puis les vallées du Tigre et de l'Euphrate sont ensuite dominées par une succession de conquérants étrangers, dont les Grecs conduits par Alexandre le Grand en 350 av. J.-C.

L'empire sassanide (Perse) domine ensuite l'ensemble de la zone de 221 à la conquête musulmane (651). Cet empire est caractérisé par un pouvoir central fort, qui met en œuvre la construction de nombreuses voies de communications et une agriculture florissante.

L'islamisation de la région est achevée par les Omeyyades vers 700, auxquels succèdent les Abbassides qui créent Bagdad en 758.

Bagdad est détruite par les Mongols en 1258, alors qu'elle est plus peuplée que Paris et Londres.

Enfin la Mésopotamie fait partie intégrante de la Turquie de 1534 à 1920. Cette autre puissance à l'histoire plus récente va jouer plus tard un nouveau rôle régional déstabilisateur pour la zone, contribuant alors à la naissance de Daech.



Figure 1 : carte géopolitique Iran – Irak.

(1) Aymeric Chauprade. Irak : région, nation et culture. Second UNMOVIC Training Course, Paris, 2001.

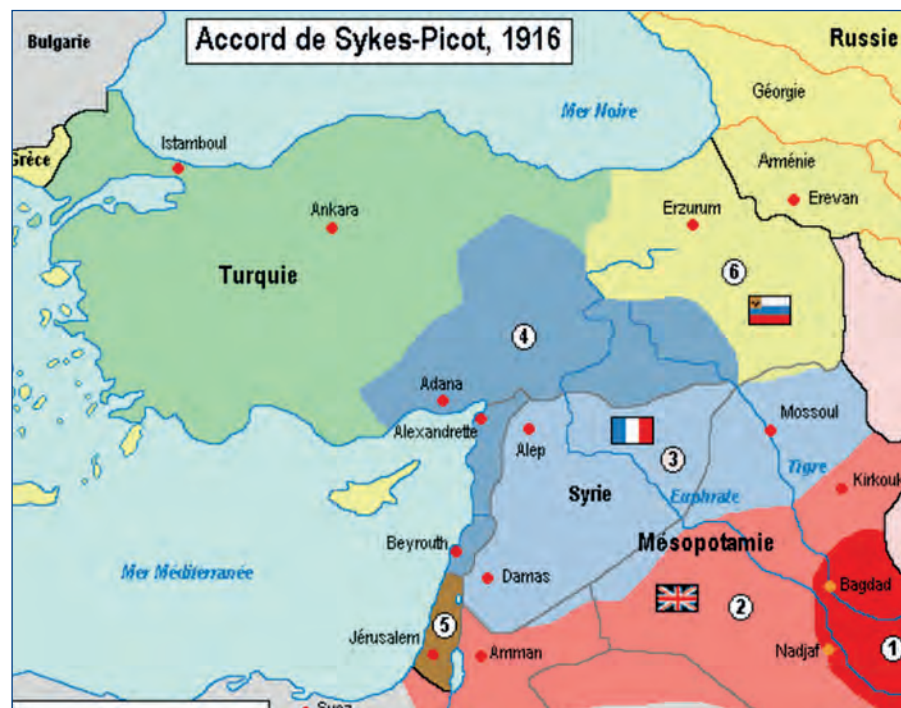


Figure 2 : carte accords du 16 mai 1916 et démembrement de l'empire ottoman.

### Les conséquences du Traité de Versailles

Nous avons déjà évoqué le rôle des Accords secrets Sykes-Picot de 1916, qui sont ensuite entérinés par le Traité de Versailles de 1918 (2). Le Traité confirme alors la réduction drastique du rôle de la Turquie dans la zone, laissant à la Perse non impliquée dans le conflit mondial, le contrôle de la partie orientale du Golfe Arabo-Persique, face aux Anglais qui vont dès l'accord occuper Bagdad.

Les Anglais utilisent la Société Des Nations (SDN) pour obtenir « officiellement » le 25 avril 1920, un mandat d'administration de la zone (conférence de San Remo), alors que la France obtient un mandat analogue pour la Syrie et le Liban. La Grande-Bretagne forme alors le nouvel État, à partir des trois anciennes provinces turques.

Là sont très probablement les germes du conflit régional, ils seront suivis d'autres dès la fin de la Seconde Guerre mondiale après la création du parti Baas en Syrie en 1944 pour unifier plusieurs États de la zone. Sa doctrine de base repose sur la combinaison de *socialisme arabe* et *nationalisme panarabe*. L'Islam occupe une place prépondérante dans les fondements du parti, mais sous forme de différentes doctrines confessionnelles. Elles sont le plus souvent concurrentes et rendent l'unité politique très difficile, sauf à envisager un État *laïc*.

L'Irak n'est pas un « État-nation », tel que nous le concevons en Europe, c'est un « pays de minorités ». Les chiïtes majoritaires, sont écartés du pouvoir et réprimés du fait de leur

proximité confessionnelle avec l'ennemi iranien. Les chrétiens (environ 3 %) sont soutenus par le pouvoir en échange de leur dévouement au régime. Les Kurdes du Nord, sont victimes d'une répression brutale (comme en Iran et en Turquie). Les sunnites représentent environ un tiers des musulmans et se maintiennent à la tête du pays grâce à un appareil d'État fort, pendant plus de quarante ans. En 1921, ils placent sur le trône d'Irak, le roi Fayçal 1<sup>er</sup> et la famille Hachémite, alors qu'ils viennent d'être chassés de Syrie.

En octobre 1927, un énorme gisement pétrolier est découvert à Bab Gurgur, près de Kirkouk, l'Iraq Petroleum Company (IPC) est alors constitué par les Anglais, qui en prennent le contrôle, elle dispose de l'essentiel des concessions du pays.

Le pays est indépendant et membre de la SDN de 1931 à 1941. L'Irak entre en guerre en 1941, s'allie aux Allemands et demande aux Anglais de quitter son territoire.

Après la défaite de l'Axe, le roi Fayçal II, sous le contrôle des officiers de son armée, promet l'idée d'une Nation Arabe Unie. Par ailleurs, arrivent au pouvoir au Moyen-Orient des leaders charismatiques, comme le colonel Nasser au Caire, qui dès 1956 nationalise le canal de Suez. Il concrétise cette idée en créant la République Arabe Unie (RAU) qui est un État dès le 1<sup>er</sup> février 1958 qui unit l'Égypte, la Syrie et brièvement le Yémen. L'union disparaît dès 1961, mais l'Égypte continue d'utiliser ce nom officiel jusqu'en 1971. Cette tentative d'union relève du seul panarabisme nassérien centralisateur.

En Irak, la monarchie est renversée le 14 juillet 1958 par le général Kassem et le roi et sa famille sont assassinés, tandis que son Premier Ministre Nouri Saïd se suicide, préludes à une longue série de révolutions de palais.

Le parti national-socialiste Baas, bien que minoritaire, prend le pouvoir en 1963, et le pays est dirigé par le Général Aref jusqu'à son assassinat en 1966. En 1968, le Général Al Bakr, oncle de Saddam Hussein, prend le pouvoir, qu'il quitte pour « maladie » en 1979, remplacé par son neveu Saddam Hussein. Le parti en utilisant la violence politique et la répression permet alors de maintenir une certaine cohésion sociale.

### II. Les données identitaires fondamentales de l'Irak

L'Irak est le résultat d'une double fracture, ethnique et religieuse. *Ethnique* tout d'abord, car une large majorité de la population est arabe et donc sémite, alors qu'une partie du territoire est peuplé de Kurdes, d'origine indo-européenne. *Religieuse* ensuite, trois groupes religieux cohabitent : les chiïtes (65 %), sunnites (30 %) et un petit ensemble de minorités chrétiennes (chaldéens surtout). Si les Arabes sont chiïtes, sunnites ou chrétiens, les Kurdes sont sunnites. La nationalité irakienne intègre ces différences ethniques et religieuses et les fondements laïques du régime baasiste s'efforcent de diminuer ces différences au profit de la seule identité nationale. Ainsi, ils ont rassuré les minorités chrétiennes qui préférèrent les idéologies nationalistes arabes aux pouvoirs islamiques sunnites ou chiïtes.

*Ils cachent également la prépondérance arabo-sunnite sur le pouvoir central irakien, dans un pays où les chiïtes sont majoritaires.* La compréhension des événements implique l'analyse du lien profond qui lie les données de la géopolitique intérieure de l'Irak à la nature du régime baasiste. Le baasisme est laïc parce qu'il prend en compte la réalité du pays ; il est autoritaire parce qu'il est aussi l'instrument d'un clan qui veut imposer sa loi sur les tentatives sécessionnistes. Mais l'autorité politique ne suffit pas à gommer les particularismes kurde et chiite qui posent problème depuis longtemps, bien avant que Saddam Hussein ne prenne le pouvoir à Bagdad. Ce problème est d'autant plus aigu qu'il est relié aux États voisins.

Ainsi le problème kurde se pose non seulement aux Irakiens, mais aussi aux Turcs et aux Syriens. L'Irak a traditionnellement alimenté la rébellion kurde en Turquie, tandis que celle-ci a pu pratiquer la même politique au Nord de l'Irak. Turcs et Irakiens se sont aussi régulièrement mis d'accord pour limiter les velléités kurdes dans leurs pays respectifs.

(2) Ph. Michel – Les Nations Unies et la recherche de la paix en Irak, Syrie, Iran. *Bulletin Asnom* 136, 41-43, 2019.

*Le chiisme est au cœur des relations entre l'Irak et l'Iran, chiites d'une part, l'Irak et l'Arabie Saoudite wahhabite, dépositaire d'un sunnisme orthodoxe, violemment anti-chiite, d'autre part.* Durant la guerre Iran-Irak, les Irakiens essaient de soulever les chiites contre Bagdad, tandis que les Irakiens tentent de soulever les Arabes de nationalité iranienne vivant dans le Khouzistan iranien. Le pouvoir central de Bagdad connaît de multiples révoltes chiites et veille en permanence à contrer les influences extérieures pouvant s'exercer sur les chiites d'Irak.

Le phénomène chiite dans le Golfe n'est pas propre à l'Irak. Il se rencontre aussi dans l'Émirat de Bahreïn dont 80 % de la population est chiite. Elle est une source permanente d'inquiétude pour l'Arabie Saoudite. Si Riyad a soutenu Bagdad contre l'Iran dans les années 1980, c'était dans le cadre d'une guerre sainte menée par l'islam Sunnite contre la Révolution islamique chiite pilotée par l'Iran. Aujourd'hui, les Saoudiens, après avoir redouté l'Irak, craignent un éclatement de leur voisin du nord au profit des chiites et de l'Iran, vis-à-vis de laquelle le nouveau régime irakien a rétabli récemment certaines relations.

*In fine*, la géopolitique intérieure de l'Irak détermine en grande partie sa politique extérieure, autour des enjeux de l'eau, du pétrole, de l'enclavement, du problème kurde, du problème chiite, l'Irak affrontant son environnement régional.

### III. L'Irak : enjeu régional (1980-1990)

Le pays ne constitue pas seulement un enjeu régional, mais aussi un enjeu international pour deux raisons fondamentales :

– *La première* est l'idéologie baasiste, qui n'est pas seulement un nationalisme à usage irakien, mais d'abord la doctrine la plus aboutie du nationalisme arabe. La fusion des nationalismes irakien et arabe doit donc pousser le régime de Bagdad vers l'affirmation d'un leadership irakien à l'intérieur du monde arabe et face à Israël. Le pays est engagé de longue date dans l'appui de la cause palestinienne, à l'inverse de la Syrie qui a toujours entretenu de mauvaises relations avec l'OLP. L'Irak est considéré par Israël comme une menace et comme un mauvais exemple pour les autres pays arabes. Alors qu'Israël estime que son intérêt est de signer des traités de paix séparés, avec certains pays arabes, comme l'Égypte, le Maroc et la Jordanie, pour isoler davantage les Palestiniens, l'Irak clame la nécessité de régler équitablement le problème palestinien. En 1982, les Israéliens n'acceptent pas la montée en puissance nucléaire de l'Irak, détruisent le réacteur nucléaire Osirak fourni par la France à Tamuz. Israël complète cette politique d'encerclement de l'Irak par des coopérations

plus ou moins discrètes avec l'Iran et franches avec la Turquie. Le nationalisme irakien est toléré par les États-Unis durant la Guerre froide, lorsqu'il participe au « containment » de l'Iran et à la protection de l'Arabie Saoudite, pilier de la stratégie de Washington au Moyen-Orient. À partir de 1990, il n'est plus tolérable et devient une menace pour les deux piliers stratégiques des États-Unis dans la zone, que sont Israël et Arabie Saoudite.

– *La seconde raison* est liée au pétrole. L'Irak possède les deuxièmes réserves mondiales de pétrole, après celles de l'Arabie Saoudite. Les États-Unis vont-ils accepter, eu égard à leurs intérêts, que celles-ci soient aux mains d'un régime nationaliste arabe, ennemi d'Israël et favorable à l'unité arabe. En 1990, l'Irak est épuisé économiquement par le précédent conflit avec l'Iran.

Le régime de Saddam Hussein joue peut être son va-tout en envahissant le Koweït, le 2 août 1990 ? Ce faisant il poursuit deux objectifs :

1. Un objectif **FINANCIER ET PÉTROLIER** : le Koweït représente 122 milliards de capitaux investis en Occident qui lui rapportent en 1989, 9 milliards de dollars d'intérêts, plus que les revenus du pétrole. Par ailleurs, ajouter les richesses koweïtiennes aux siennes, c'est posséder près de 20 % des réserves mondiales de pétrole et peser avec force sur les décisions de l'OPEP, plus puissante à l'époque. Un tel sursaut financier et pétrolier devrait permettre à l'Irak d'asseoir son régime et de se tourner vers la réalisation de ses buts géopolitiques.

2. Un objectif directement **GÉOPOLITIQUE** : il reprend l'ancienne revendication d'un large accès au Golfe Persique, avec notamment les

îles de Warba et Boubiane dont le contrôle peut permettre à l'Irak de créer un véritable port de mer et d'exploiter le Chatt-al-Bassorah, alternative au Chatt-al-Arab que les combats avec l'Iran ont rendu inutilisable.

Mais l'Irak commet une erreur, en sous-estimant la nouvelle donne géopolitique internationale. Les États-Unis ont gagné la Guerre froide et la Russie sort affaiblie du communisme. Le Golfe Arabo-Persique représente 65 % des réserves mondiales de pétrole. Comment Bagdad peut-il croire que les États-Unis vont laisser l'Irak affaiblir leur position dominante sur le contrôle de ce pétrole ? Par ailleurs, en agressant de manière directe un État souverain aux frontières internationales reconnues, le gouvernement de Bagdad a commis un acte dont la qualification en droit international ne prête à aucune hésitation.

Les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies exhortent l'Irak à mettre fin à son agression, en évacuant ses forces du Koweït : résolution 660 du 2 août 1990, puis mettent en place un système étendu de sanctions économiques (résolution 661) du 6 août 1990.

## Chapitre II : L'impasse (1991-2004)

### La guerre du Golfe

Comment, alors que le pays est totalement isolé, l'Irak peut-il espérer des soutiens de contrepois dans son différend avec les États-Unis et sortir de l'impasse ? L'ONU autorise l'usage de la force pour contraindre l'Irak à respecter les résolutions 665 et 678.

Du 5 août 1990 au 24 février 1991, les États-Unis et leurs alliés rassemblent dans la péninsule arabique plus de 700 000 soldats de

#### Chronologie des événements politiques dans la zone jusqu'à la fin de la guerre du Golfe

- 1958** : Renversement et assassinat du roi Fayçal II d'Irak.
- 1959** : Saddam Hussein tente de tuer le nouveau président, le général Kassem et doit s'exiler.
- 1963** : Le parti Baas, minoritaire, dirigé par le général Al Bakr, oncle de Saddam, prend le pouvoir.
- 1972** : Saddam Hussein décide de nationaliser des compagnies pétrolières.
- 1975** : Saddam Hussein est nommé Premier Ministre et signe l'accord d'Alger.
- 1979** : L'ayatollah Khomeyni prend le pouvoir à Téhéran le 1<sup>er</sup> février.
- 1979** : Le général Al Bakr « malade » se retire et Saddam Hussein, prend le pouvoir le 16 juillet.
- 17 septembre 1980** : L'Irak dénonce les accords d'Alger établissant l'accès de l'Irak au Golfe.
- 1980-1988** : Guerre Iran-Irak.
- 1982** : Destruction du réacteur nucléaire de Tamuz par Israël.
- 1987** : Gazage par la tabun neurotoxique : 6 000 morts à Al Halabja au Kurdistan irakien.
- 2 août 1990** : Attaque et occupation du Koweït par Saddam Hussein.
- 2-6 août 1990** : Résolutions 660-64 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- 2 janvier-3 mars 1991** : Première Guerre du Golfe.
- 3 mars 1991** : Cessez-le-feu avec la coalition à Safwan.



Figure 3 : ma première mission en février 1996 avec David Kelly (DK) comme « Chief Inspector ».

26 pays, 4 000 chars et 1 500 avions. La France dans le cadre de « **L'OPÉRATION DAGUET** » engage un contingent de 18 000 hommes.

Entre le 14 août 1990 et le 28 février 1991, un blocus maritime de l'Irak et du Koweït est assuré par 65 bâtiments alliés, dont 8 porte-avions. Entre le 17 janvier et le 23 février 1991, une vaste offensive aérienne alliée est lancée avec des bombardements massifs sur le potentiel militaire et économique de l'Irak et sur ses troupes au Koweït. Enfin, entre le 24 et le 28 février, l'offensive terrestre est lancée.

Les pertes alliées s'élèvent à 466 morts et les pertes irakiennes sont évaluées entre 170 000 et 250 000 civils et militaires. L'essentiel des infrastructures irakiennes au 3 avril 1991 sont détruites et en 2003, l'Irak n'a retrouvé que 60 % de ses capacités de production pétrolière d'avant la guerre.

**L'UNSCOM (United Nations Special Commission) (3)**

La crise irakienne ne s'arrête pas avec le cessez-le-feu (résolution 686). Une fois l'évacuation du Koweït opérée, les Nations Unies ne lèvent pas les sanctions ; elles fixent un nouvel objectif : obtenir le désarmement de l'Irak (résolutions 715...). Dans ce cadre est créée l'UNSCOM. Elle a pour mission de mener à bien le désarmement dans les domaines biologique, chimique et des missiles. Il s'agit d'une mission conjointe, puisque les experts de l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) sont chargés du désarmement nucléaire de l'Irak. Elle débute ses travaux dès le mois de juin 1991.

En 1991, nous savons que le conflit ne va pas s'arrêter après le retour des Irakiens dans leurs frontières et que certains membres de la coalition poursuivent d'autres objectifs que

les exigences de l'ONU. Ainsi les USA et l'Angleterre sont décidés à en finir avec le pouvoir irakien et ils entendent utiliser tous les moyens possibles pour parvenir à cette fin. L'opposition irakienne basée à Londres, les sécessionnistes kurdes et la rébellion chiite entrent alors dans le jeu politique.

Les zones aériennes d'exclusion irakienne mises en place au nord de l'Irak et au sud, empêchent officiellement la répression du pouvoir central sur les Kurdes et les chiïtes, qui a débuté dès le retrait du Koweït. Ces zones d'exclusion ont permis la formation de « deux zones autonomes » échappant à l'autorité de Bagdad. La faiblesse de la géopolitique intérieure de l'Irak pénètre au cœur de la stratégie des USA.

Ainsi dès 1991, Bagdad doit faire face à un retour de l'insurrection kurde, qu'il réprime féroce, ainsi que la révolte chiite dans la région de Bassorah au sud. Une nouvelle sanction de l'ONU (résolution 688) est alors votée au Conseil de Sécurité. Ainsi la résolution 687 offre à l'ONU sa première mission de désarmement de grande envergure. Cette mission est unique tant par l'envergure des moyens mis en œuvre que par sa durée – près de 12 ans – pour réduire à néant les capacités de ce pays à produire et à utiliser des Armes de Destruction Massive (ADM).

**L'embargo**

L'application rigoureuse de l'embargo par les Américains et les Anglais a le même objectif que l'utilisation des divisions géopolitiques

intérieures de l'Irak : déstabiliser le pouvoir de Saddam Hussein, en provoquant le soulèvement généralisé de la population face à la misère.

L'autre objectif est de faire appliquer par l'ONU de manière stricte un régime de réparations financières, (résolutions 692), créant la commission de compensation (778), autorisant la saisie des avoirs irakiens pour couvrir les frais des opérations militaires. Ces résolutions sont appliquées de manière analogue aux réparations demandées à l'Allemagne par le Traité de Versailles en 1919. Là encore, l'objectif est d'empêcher tout redressement économique de l'Irak, ce qui pour Washington et Londres, renforcerait le régime.

Par ces divers moyens, les deux pays espèrent que le régime irakien finira par tomber et que des changements politiques conséquents interviendront en Irak. Durant ces années, l'embargo a entraîné une catastrophe alimentaire et sanitaire dont les conséquences sur la mortalité infantile et adulte ont été sans doute très importantes. Ils ne semblent pas avoir été notablement atténués par les différentes résolutions de l'ONU autorisant à partir de 1995, la vente de pétrole par l'Irak contre de la nourriture pour les populations (résolutions 956, 1 153, 1 266, 1 275, 1 281, 1 293).

Dès 1995 apparaissent des divergences d'analyse à propos de l'Irak entre les alliés de 1991. Si les anglo-saxons considèrent qu'il faut durcir les contrôles de désarmement en Irak, la France estime que cette stratégie ne donne aucune chance à l'Irak de réintégrer la communauté internationale. Paris s'abstient de voter la résolution 1 134 d'octobre 1997 qui contraint Bagdad à renforcer sa coopération avec l'ONU en matière de désarmement. Cette divergence de stratégie s'accroît lorsqu'en décembre 1998, les Américains et les Anglais sortent du cadre du Conseil de Sécurité pour mener une nouvelle opération militaire – **RENARD DU DÉSERT** – contre l'Irak, au motif que le rapport de l'UNSCOM sur le désarmement ne leur donne pas satisfaction (tableau 1). Plusieurs rapports d'étape sont présentés au Conseil durant toute la durée des travaux de l'UNSCOM, travaux auxquels j'ai participé comme expert B par 6 missions de février 1996 à fin 1998. La synthèse de ces travaux a été présentée en 1998 au Conseil de Sécurité et les agents produits en 1990 sur deux sites (Hal Hakam et Daurat) représentent un volume total d'agents B de 465 m<sup>3</sup> environ.

<p>Toxines de Clostridium botulinum (agent A) : 19 000 litres (20X).                  Spores de Bacillus anthracis (agent B) : 8 445 litres (10X).                  Spores de Clostridium perfringens (agent G) : 340 litres (10X).</p> <p><b>– TABLEAU 1 : SYNTHÈSE DES ESTIMATIONS DE L'UNSCOM DES AGENTS B PRODUITS.</b></p>
---

(3) Ph. Michel – L'ONU face à la menace des ADM irakiennes. Bulletin ASNOM 125, 53-57 – Juin 2013.



Figures 4 et 5 : notre évacuation et la dernière image d'Irak lors du survol d'un des palais de Saddam Hussein tout proche de l'aéroport de Bagdad.

## La seconde guerre du Golfe

En quatre jours de raids, Américains et britanniques lancent deux fois plus de missiles de croisière que durant les cinq semaines de la guerre du Golfe en 1991, 415 missiles tirés en 1998 contre 291 en 1991. Ils s'attirent les critiques des trois autres membres permanents, Russie, Chine et France. Le 19 décembre 1998, le Pentagone fournit une liste de 89 cibles militaires et économiques touchées, comme la raffinerie de Bassora. Les États-Unis précisent leur stratégie : maintien dans le Golfe de forces importantes prêtes à frapper de nouveau, poursuite des sanctions (les plus étendues dans l'histoire de l'ONU), retour des inspecteurs de l'UNSCOM et de l'AIEA, à condition que l'Irak démontre qu'il est prêt à coopérer avec eux. Dans le cas contraire, l'usage de la force permettrait d'étouffer toute velléité de reprise d'un programme d'armes de destruction massive.

Depuis cette opération, les avions US et anglais basés en Turquie et dans le Golfe, pilonnent régulièrement des cibles dans les deux zones d'exclusion aérienne au nord et sud de l'Irak, jusqu'en 2002. Une guerre d'usure est alors bien engagée entre Américains et Anglais d'un côté et Irakiens, de l'autre.

Mais Londres et Washington doivent prendre en compte l'évolution des données géopolitiques régionales entre 1990 et 2000. Les voisins de l'Irak, dont l'Arabie Saoudite, craignent désormais, plus que Saddam Hussein, le retour en force du chiisme ou la montée de l'islamisme sunnite dans les pays arabes dans un contexte d'anti-américanisme croissant et les pays arabes proches des États-Unis sont confrontés à leur opinion publique, qui accepte de plus en plus mal leur positionnement anti-irakien.

L'étude géopolitique du Moyen-Orient montre combien est alors fragile l'équilibre entre les oppositions régionales séculaires (Syrie/Irak, Irak/Arabie Saoudite, Irak/Iran) et la légitimité arabe ou islamique des régimes en place, eu égard aux politiques étrangères

pratiquées. Les divergences entre alliés de 1990 expriment des objectifs stratégiques différenciés et révèlent aussi la faiblesse de la cohésion européenne sur le dossier irakien. Les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington amplifient ensuite considérablement le cours des événements pour l'après « Seconde Guerre du Golfe ».

## L'UNMOVIC (United Nations Monitoring & Verification Commission) : 1999-2003

En décembre 1999, la résolution 1284 du Conseil de Sécurité adoptée avec l'abstention de trois membres permanents, Russie, France et Chine, prévoit l'instauration d'un nouveau régime d'inspection de l'industrie d'armement en Irak, en échange de la suspension des sanctions pour une période de 120 jours, suspension renouvelable. La nouvelle Commission, l'UNMOVIC, remplace alors l'UNSCOM, avec un régime de contrôle continu renforcé, alors que la situation géopolitique n'a pas changé. Malgré les effets sévères de l'embargo sur la population, le régime continue à contrôler violemment le pays et fait échec à toutes les tentatives de l'opposition irakienne et kurde soutenues par les États-Unis.

Le Congrès adopte en 1998 le « Liberation Act », qui prévoit d'attribuer un fonds de soutien de 97 millions de dollars à cette opposition.

L'UNMOVIC prépare ses activités d'inspections en 2001-2002, en assurant la formation de plusieurs centaines d'experts, analysant des milliers de documents. Elle établit également des plans d'actions détaillés pour les sites et le premier groupe d'inspecteurs est déployé en Irak en novembre 2003. J'ai personnellement participé, comme inspecteur, à la première inspection sur le terrain, au sein d'un petit groupe de six experts, arrivés en Irak, trois jours plus tôt. Puis, durant 14 semaines, plus de 700 sites, au total,

sont inspectés, dont 193 sites (41 ont été réinspectés) par le groupe biologique, qui comprend alors une quinzaine d'inspecteurs. Parmi ces 193 sites, 42 sont de nouveaux sites, dont 17 n'étaient pas déclarés par les Irakiens.

Je suis ensuite le chef Inspecteur du dernier groupe en février et nous sommes les derniers évacués vers Larnaca (Chypre) le 18 mars 2003, le soir même, débutent les bombardements annonçant la « Troisième Guerre du Golfe ».

Les résultats essentiels de nos activités de contrôle concernent l'absence d'Armes de Destruction Massive (ADM) ou de programme actif dans le domaine biologique. Une trentaine de missiles de plus de 150 km de portée et plusieurs tonnes de réactifs sont aussi détruits.

L'UNMOVIC doit donc interrompre ses inspections. Une des principales raisons invoquées pour justifier cette nouvelle intervention est la menace que fait peser Saddam Hussein sur la communauté internationale avec ses programmes de prolifération, dont nous avons d'ailleurs démontré l'absence.

Dans les jours qui suivent la chute du régime, les coalisés créent un groupe chargé d'identifier et de démanteler les programmes de prolifération irakiens. Ce groupe, l'*International Survey Group* ou ISG, qui compte 1 400 inspecteurs (10 fois nos effectifs) et dispose d'un budget 30 fois plus important que celui de l'UNMOVIC, n'infirmé aucun de nos résultats.

## « The Big Lie » « Le Grand Mensonge »

Dès 2002, l'administration Bush tente de convaincre certains de ses alliés de la nécessité d'envahir l'Irak pour obtenir – enfin – l'accès aux munitions et sites NBC cachés aux inspecteurs des UN. Pour ce faire, vont se succéder les affaires de « la fiole d'anthrax », que



Figure 6 : Attentat du 19 août 2003.



Figure 7 : Assemblée Générale.

Colin Powell regrette plus tard d'avoir cautionnée. Puis les camions laboratoires mobiles qui « produisent de nuit des agents B » sur les routes irakiennes, nous les avions expertisés et nous savions qu'il s'agissait de simples camions (d'origine anglaise) chargés de gonfler des ballons pour les réglages d'artillerie. Pour nous tous, le « mensonge anglais » est certainement un des plus tristes que nous ayons alors vécu, juste quelques semaines avant la destruction de nos locaux à Bagdad. Ainsi, à la suite de ses travaux au sein de l'ISG, notre ex-Chef Inspecteur UNSCOM David Kelly, brillant expert, exprime vite ses doutes quant à la présence résiduelle d'ADM. Mis en cause à la BBC par le représentant du gouvernement, il est auditionné devant une Commission des Communes et maintient fermement ses assertions. Il se suicide quelques jours plus tard, dans des conditions étranges. Je lui ai, juste avant son audition, exprimé avec nos Camarades de New York, qui avions travaillé plusieurs fois sous ses ordres, notre confiance dans le résultat de cette enquête qui lui serait certainement favorable et prouverait sa bonne foi. Il me répond aussitôt avec optimisme pour l'avenir, espérant nous retrouver rapidement. Son suicide intervient le lendemain de ce mail. Ce qui me vaut ensuite la visite d'un inspecteur de Scotland-Yard, dans nos bureaux de New York, il reconnaît rapidement avec moi qu'il s'agit bien d'un mail de soutien... Ce suicide a lieu à peine un mois avant l'attaque contre nos locaux de Bagdad. L'année suivante, après la démission début 2004 de David Kay, Directeur de l'ISG, son successeur Charles Dueffler reconnaît en septembre de la même année, l'absence d'ADM en Irak.

Mais le plus dramatique, dans les suites de nos activités de recherche de la paix en Irak, se produit encore en 2003 (*Annus horribilis*) : l'attentat du 19 août. Un camion bourré de 200 kg d'explosifs est précipité contre le mur d'enceinte de nos locaux de Bagdad (non gardés), entraînant la mort de 23 personnels de

l'ONU, dont notre Haut Représentant, Sergio Vieira de Meillo. Brillant diplomate, Docteur de la Sorbonne, il occupe successivement des postes à haute responsabilité : Administrateur du Timor Oriental, du Kosovo, Haut-Commissaire adjoint aux Réfugiés... Il décède à peine deux mois après son arrivée. Début septembre, nous sommes très nombreux à assister à l'hommage très émouvant, qui lui est rendu dans la grande salle de l'Assemblée Générale. Il est présidé par notre Secrétaire Général Koffi Annan et accompagné des chants du Ministre brésilien de la culture Gilberto Gil et de ses musiciens (figure 7).

## Conclusions

Le contrôle de la non-prolifération des ADM en Irak et donc de l'avenir du désarmement sous l'égide de l'ONU est posé après cet échec. Les travaux des Commissions onusiennes présentes en Irak de 1991 à 2003 se

sont heurtés progressivement au difficile consensus entre l'ONU et certains membres des équipes, mais aussi à la difficulté de soutenir des centaines d'inspecteurs dans des activités qui étaient pour la première fois coordonnées dans le cadre des Nations Unies. Toutes ces difficultés, malgré la qualité de nos résultats sur le terrain qui n'ont jamais été démentis par la suite, ont progressivement accéléré la fin de l'expérience en 2003.

Cependant la nouvelle Commission, créée en 2006, à la suite de la dissolution officielle de l'UNMOVIC, pourrait probablement être mise en œuvre dans d'autres circonstances. Mais dans le contexte politique résultant des attentats du 11 septembre, les Nations Unies n'ont pu empêcher le déclenchement de la seconde guerre du Golfe en mars 2003. Ainsi apparaît nécessaire une réflexion sur une refonte des régimes de contrôle de la non-prolifération dans les domaines NBC.

### Résumé des faits marquants dans la zone de 1991 à 2004

- **Avril-Août 1991** : résolution 687 et création de l'UNSCOM. 1<sup>re</sup> inspection « Bio ».
- **Décembre 1998** : opération *Tempête du Désert* et départ des inspecteurs de l'UNSCOM.
- **1999** : Résolution 1284 : création de l'UNMOVIC.
- **2000** : le Dr Hans Blix prend la tête de l'UNMOVIC.
- **8 novembre 2002** : la Résolution. 1441 lie la levée de l'embargo à la collaboration totale des Irakiens.
- **26 novembre 2002** : première mission de l'UNMOVIC.
- **5 février 2003** : allocution de Colin Powell au Conseil de Sécurité.
- **14 février 2003** : Dominique de Villepin soutient le groupe opposé à une nouvelle intervention.
- **18 mars 2003** : l'UNMOVIC quitte Bagdad. La seconde guerre du Golfe débute le 19 mars.
- **Juin 2003** : premières missions d'inspection de l'ISG (coalisés), dirigée par David Kay.
- **18 juillet 2003** : suicide de David Kelly.
- **19 août 2003** : destruction du bâtiment de l'ONU à Bagdad.
- **Janvier 2004** : démission de David Kay.
- **Septembre 2004** : Charles Dueffler, son successeur, reconnaît l'absence d'ADM en Irak.